

---

## Quelle Europe ?

Bohdan Jalowiecki

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/strates/3213>

DOI : [10.4000/strates.3213](https://doi.org/10.4000/strates.3213)

ISSN : 1777-5442

**Éditeur**

Laboratoire Ladyss

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 mars 1992

ISSN : 0768-8067

**Référence électronique**

Bohdan Jalowiecki, « Quelle Europe ? », *Strates* [En ligne], 6 | 1992, mis en ligne le 22 novembre 2007, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/strates/3213> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/strates.3213>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Quelle Europe ?<sup>1</sup>

Bohdan Jalowiecki

---

« J'ai la conviction qu'on ne pourra faire de l'Europe une maison commune que lorsque chacun y aura bien aménagé sa propre demeure. » Pawel Hertz.

- 1 Comme l'écrit Edgar Morin, « *l'Europe est une notion géographique sans frontières avec l'Asie et une notion historique aux frontières changeantes* »<sup>2</sup>. L'Europe devient de plus en plus une notion subjective. Ce continent aux frontières mal définies est perçu d'une façon qui n'est pas uniforme. Pour un Français ou un Allemand, l'Europe ce sont surtout, sinon uniquement, les pays de la Communauté économique européenne. Les habitants des pays postcommunistes d'Europe centrale sont enclins à élargir l'Europe en y incluant leur propre région. Et les habitants de l'URSS trouvent qu'eux aussi appartiennent à l'Europe, car l'Europe s'étend de l'Atlantique jusqu'à l'Oural.

L'Europe centrale, une périphérie ?

- 2 Si l'Europe est une notion incertaine, l'Europe centrale est une notion totalement floue. On ne peut la définir ni géographiquement ni historiquement. On peut toutefois avancer l'hypothèse que c'est un territoire situé entre deux grandes puissances – l'Allemagne et la Russie –, un champ entre ces deux pôles, qui pencherait vers l'un ou l'autre, au gré de leurs influences. Ceci est, bien sûr, une définition très générale qui s'applique d'une manière variable aux différents pays qui composent cette partie de l'Europe.

Un territoire entre deux pôles

- 3 Une telle conception est sans doute motivée par les événements du xx<sup>e</sup> siècle, en particulier quant à la Pologne. L'entre-deux-guerres peut être défini comme une période d'équilibre croissant entre ces deux pôles, et donc d'une certaine indépendance du champ situé entre eux. Lors de la deuxième guerre mondiale, ces deux pôles sont entrés en contact et ce champ a donc disparu – jusqu'à l'année 1989. On traverse actuellement une période marquée par un considérable affaiblissement de l'un des pôles, qui n'est pas capable, du moins pour le moment, d'exercer une influence efficace sur ce champ. Le vide ainsi créé doit provoquer une influence croissante de l'autre pôle.

- 4 La situation de la Tchécoslovaquie est meilleure, car sa localisation par rapport aux axes empruntés de tous temps par les armées entre l'ouest et l'est lui donne un sentiment de sécurité un peu plus grand. Celle de la Hongrie est aussi avantageuse, car ce petit pays est à l'écart des principaux trajets militaires de l'Europe, mais aussi à l'écart des Balkans. Ces deux pays jouissent également d'une situation favorable du fait qu'ils sont en un certain sens les héritiers de la monarchie des Habsbourg, dont l'appartenance à l'Europe ne peut pas être mise en doute.
- 5 Le cas de la Croatie et de la Slovénie est très intéressant : ces pays ont toujours appartenu à l'Europe et actuellement, alors que cette création artificielle qu'est la Yougoslavie commence à se désintégrer, ils veulent revenir à cette Europe. La localisation extrêmement périphérique de la Roumanie et de la Bulgarie, avec tout leur passé historique, fait qu'il est plutôt difficile de les compter parmi les pays de l'Europe centrale. Tous ces territoires ont quand même certains traits communs liés à leur appartenance, pendant une période de plus de quarante ans, à l'ancien « camp socialiste ». Restent encore les pays baltes qui veulent se séparer de l'URSS et ont eux aussi des aspirations européennes.

#### L'Europe centrale comme idéologie

- 6 L'Europe centrale est aussi une notion idéologique aux contenus très variables. Elle renvoie à de vieux mythes relatifs à la vocation culturelle et politique de la monarchie des Habsbourg, à plusieurs variantes de mythes allemands (« *Drang nach Osten* ») allant de la colonisation pure et simple à la suprématie culturelle et civilisatrice, et à la conception d'un rempart protégeant l'Ouest de la barbarie bolchevique.
- 7 Ces façons très subjectives de percevoir l'Europe se retrouvent en un certain sens dans la réalité – chacune ayant une certaine raison d'être, chacune reflétant aussi une situation psychologique, une certaine option. Les hommes de l'Ouest, occupés par leurs propres problèmes, voudraient oublier que les pays postcommunistes existent. Ces pays séparés près d'un demi-siècle de l'Occident par le rideau de fer deviennent maintenant des parents pauvres de plus en plus encombrants qu'on doit aider pour des raisons éthiques, mais dont les prétentions et les problèmes ne sont pas seulement peu compréhensibles, mais de plus en plus embarrassants. L'Europe occidentale a suffisamment à faire avec ses propres problèmes, relatifs à l'intégration, à la concurrence du Japon, à l'instabilité du Proche-Orient et à l'absorption de l'Allemagne de l'Est. Aussi – d'une façon courtoise mais ferme – renvoie-t-elle à un futur indéterminé les propositions visant à établir des liens politiques, économiques et militaires étroits avec les pays postcommunistes. Ces pays se sentent pour leur part menacés par la puissance militaire de l'URSS – toujours intacte – et les imprévisibles changements dans ce pays, et cherchent à trouver, jusqu'ici sans succès, un nouveau dispositif de sécurité.

#### Un sentiment d'infériorité

- 8 Les citoyens des pays d'Europe centrale se sentent rejetés, ce qui accroît leurs sentiments de frustration résultant d'un niveau de civilisation<sup>3</sup> et d'un niveau de vie nettement inférieurs à ceux des pays d'Europe occidentale. Les pays postcommunistes ont été et sont toujours des périphéries de l'Europe et rien n'annonce que cette situation soit amenée à changer dans un avenir prévisible. Tout au contraire, le décalage entre le niveau matériel et de civilisation de l'Ouest et de l'Est va s'accroître. À long terme, le sentiment d'être rejetés par l'Occident ne sera pas atténué par la liberté de voyager entre les deux parties de l'Europe. Cette liberté a été accrue par la

suppression, dans certains pays d'Europe occidentale, des visas pour les Polonais, les Tchécoslovaques et les Hongrois, qui a eu sur le moment un impact psychologique important. Mais cette nouvelle situation semblera bientôt normale, et son influence positive sur les sentiments des citoyens des pays postcommunistes va s'affaiblir d'une façon très sensible.

- 9 Pendant près d'un demi-siècle, les pays d'Europe centrale ont vécu dans le monde irréel de l'utopie socialiste qui, selon la doctrine, devait constituer « la fin de l'histoire ». Le système d'éducation et de propagande soulignait à chaque instant la supériorité du système social du socialisme réel, qui garantissait à tous le droit au travail, à l'éducation et au logement. Dans son discours idéologique, le système se disait égalitaire et juste, et prétendait protéger chacun, tout en assurant un développement constant et harmonieux de la société et de tous ceux qui la composaient. Les soi-disant conquêtes du socialisme devaient justifier des différences passagères de niveau de vie entre les citoyens des deux côtés du rideau de fer.
- 10 Bien que la réalité n'ait pas été conforme à cette image de conte de fée, une grande part de cette utopie s'est toutefois retrouvée dans la conscience sociale en suscitant des espoirs parmi les citoyens qui, pour la plupart, persistent à penser que le capitalisme doit réaliser toutes les promesses du socialisme – mais d'une manière plus avantageuse, plus rapide et plus efficace. Confrontée avec une réalité brutale – une chute considérable du niveau de vie, un chômage à grande échelle, des problèmes de logement qui deviennent de plus en plus cruciaux, des inégalités sociales – cette société ne peut plus se retrouver dans le cadre du nouveau système.
- 11 La pédagogie sociale que l'on applique actuellement dans le cadre du système de propagande renforce malheureusement cette situation. On rend le système communiste responsable de toutes les erreurs d'où résultent les difficultés économiques, le niveau de vie tellement bas et le retard de civilisation – tout en oubliant que pendant l'entre-deux-guerres, des pays comme la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Slovaquie ou la Bulgarie étaient de lointaines périphéries de l'Europe, séparées des pays occidentaux par une distance immense. Cette distance s'est accrue au cours du dernier demi-siècle du fait de l'accélération considérable du processus de croissance industrielle et de développement à l'échelle mondiale. Et par suite de la construction forcée du socialisme, la Hongrie et la partie tchèque de la Tchécoslovaquie sont aussi devenues des périphéries de l'Europe.
- 12 De surcroît, du moins en Pologne, les médias essayent actuellement de faire croire à la société qu'une part de la responsabilité de tout ce qui est arrivé incombe à l'Occident, qui a vendu les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est à l'Union soviétique par le traité de Yalta. Ceci accroît, évidemment, les prétentions de ces pays. Cette pédagogie est peut-être utile à court terme, car elle justifie le manque de succès visibles des équipes au pouvoir, mais à long terme elle conduit à un échec évident, car elle approfondit le gouffre psychologique entre l'Europe occidentale et les pays postcommunistes.

Quelle Europe ?

- 13 Pour essayer de répondre à la question « Quelle Europe ? », il faut se pencher sur l'histoire, qui ne justifie rien, mais éclaire bien des choses.
- 14 Les pays d'Europe centrale ont des traditions relatives à leurs États d'assez courte durée, si l'on prend en considération la période de formation d'un État moderne. L'esquisse du système politique actuel résulte du traité de Versailles et c'est grâce à ce

traité que des pays comme la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie ont pu naître ou renaître. Dans ces pays, le processus de création de l'État qui a commencé au XIX<sup>e</sup> siècle et ne s'est pas achevé – notamment du fait du manque de cadre formel de l'État –, s'est poursuivi pendant l'entre-deux-guerres, tout comme le processus d'adaptation de la nation en cours de formation au territoire politique existant.

Un ensemble divisé d'États inachevés

- 15 Quels liens unissent les pays évoqués, hormis cette appartenance au soi-disant camp socialiste qui s'est poursuivie pendant près d'un demi-siècle ? Il n'y en a pas beaucoup. On y parle plusieurs langues différentes, leur passé et leurs traditions culturelles ne sont pas les mêmes. Ils sont divisés par des conflits qui durent depuis des siècles – qu'ils demeurent à l'état latent, ou éclatent violemment.
- 16 Sur ce territoire, les frontières ont un caractère arbitraire et, en un certain sens, on peut les comparer à celles qui divisent l'Afrique. Elles ont été tracées par les puissances victorieuses après la première et la Seconde Guerre mondiale, au mécontentement de presque tous les pays intéressés. Les gouvernements, pour la plupart, ne les remettent pas en question, mais une partie considérable des populations ne les accepte pas et elles peuvent toujours devenir la cause de conflits ouverts.
- 17 Après la Seconde Guerre mondiale, l'ordre défini à Yalta par les grandes puissances a provoqué des modifications considérables en Europe centrale et orientale. Des pays comme la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont disparu, absorbés par l'URSS, la Pologne a perdu ses territoires orientaux et a été poussée, au détriment de l'Allemagne, vers l'ouest, et la Roumanie a perdu la Moldavie.
- 18 Le système communiste dans cette partie du continent a arrêté le processus de formation de l'État qui n'était pas achevé. En se servant de la phraséologie internationaliste, il a étouffé les aspirations des minorités ethniques et culturelles à affirmer leurs particularités. Dans cette atmosphère, le sentiment d'injustice s'est approfondi d'une façon voilée, pour éclater avec une grande force en 1990.
- 19 L'exemple de la Yougoslavie est caractéristique : elle se désintègre actuellement en quelques petits États séparés, ce qui n'arrêtera pas l'explosion des nationalismes, mais va bien au contraire l'aggraver considérablement. En Croatie, l'importante minorité serbe constituera sans doute l'élément susceptible de détruire la république indépendante. Il en ira de même avec la minorité albanaise du Kosovo.
- 20 Une situation tout aussi dangereuse, qui pourrait provoquer la désintégration de l'État, existe aussi en Tchécoslovaquie : une grande partie des Slovaques réclament l'indépendance, et ces prétentions sont très mal perçues, non seulement par les Tchèques, bien entendu, mais aussi par la minorité hongroise de ce pays qui voit dans le chauvinisme slovaque une menace.
- 21 L'Occident, lui non plus, n'est pas libéré des conflits ethniques ou culturels relatifs à des minorités – comme au Pays Basque, en Corse ou en Irlande du Nord. Mais bien que ces conflits prennent parfois des aspects spectaculaires et sanglants, ils ne menacent pas la stabilité de l'Espagne, de la France ou de la Grande-Bretagne.
- 22 En Pologne, la situation est meilleure, car les minorités ethniques et nationales ne sont pas nombreuses. Il y a toutefois des problèmes liés aux revendications des Biélorusses, des Ukrainiens et des Lituaniens, et surtout des Silésiens dont une partie – du fait de la politique de discrimination et d'unification de l'État communiste – manifestent

- actuellement leur appartenance à la nation allemande. C'est un cas intéressant, car nous avons là affaire à une population vivant sur une région frontière, aux confins de la Pologne et de l'Allemagne, qui n'a jamais eu une conscience nationale bien distincte – allemande ou polonaise –, mais seulement une conscience régionale silésienne.
- 23 Lors du plébiscite qui a suivi le traité de Versailles, les habitants de cette région ont opté en fonction d'opinions individuelles, et la ligne de clivage passait parfois au sein d'une même famille. Les trois insurrections silésiennes ont témoigné du degré remarquable d'identification à la Pologne d'une partie des habitants – souvent au prix de leur vie. Malheureusement, la politique de discrimination des autorités communistes, surtout pendant les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, a monté contre la Pologne une grande partie de la population, même parmi ceux qui avaient pris part aux insurrections. Ils sont partis vivre en Allemagne, ou bien ils sont devenus les animateurs du mouvement de la minorité allemande en Pologne.
- 24 Dans cette région qui, avant la deuxième guerre mondiale, avait une autonomie considérable, des tendances séparatistes sont ainsi de plus en plus décelables. On y élabore et on y propage des projets relatifs à la « Grande Silésie », qui comprendrait une partie des territoires appartenant à la Pologne et à la Tchécoslovaquie, et jouirait, dans le cadre d'une confédération avec l'Allemagne, d'une large autonomie.
- 25 Quant à l'Allemagne, après une période d'euphorie, la réunification semble bien plus compliquée qu'il n'y paraissait. L'adaptation des structures politiques, économiques et sociales héritées de la République démocratique d'Allemagne sera un long processus plein de contradictions. Le retard économique et de civilisation de l'Allemagne de l'Est procure à la population le sentiment d'être profondément désavantagée, qui provoquera à son tour une frustration et une agressivité, lesquelles se traduiront dans le nationalisme et le chauvinisme. Sur le plan social, les *Länder* de l'Est sont une sorte de laboratoire du changement, du passage au capitalisme. Le fait qu'il s'opère dans le cadre d'une nation capitaliste, tout comme la richesse et les possibilités techniques et gestionnaires de la République fédérale d'Allemagne rendent ce processus un peu plus rapide et moins douloureux qu'ailleurs.
- 26 Il est évident que le passage au capitalisme et l'adaptation aux structures actuelles de l'Europe occidentale seront bien plus difficiles dans d'autres pays d'Europe centrale. Les difficultés économiques, de même que le sentiment d'être désavantagés et de manquer de perspectives vont engendrer de nombreux mouvements sociaux à caractère revendicatif. Les couches révoltées seront exploitées à des fins politiques par les groupements luttant pour le pouvoir. Face au mécontentement populaire, tous les échecs et les difficultés liés aux réformes devront être justifiés d'une façon ou d'une autre. La faute incombera – elle incombe déjà – aux étrangers. Selon la conjoncture politique et le lieu, la fonction du coupable, responsable de tout ce qui ne va pas, peut-être remplie par un capitaliste, un communiste, un juif, un Allemand, un Russe, un Tchèque, un Slovaque, un Polonais, un Hongrois, etc.
- 27 « L'amitié entre les nations bâtissant le socialisme » était l'un des éléments de la doctrine des pays du « camp socialiste ». Ce n'était toutefois qu'une « amitié » officielle, plutôt entre cadres politiques et entre partis qu'entre citoyens de ces pays, séparés par des frontières assez hermétiques. En fait, l'aversion entre les citoyens des soi-disant « pays socialistes » était alimentée par la propagande intérieure : par exemple, le manque de produits sur le marché était imputé aux voisins, qui les auraient achetés en grande quantité. Les sociétés des pays postcommunistes sont ainsi séparées par un

manque de confiance profond, et très souvent par une aversion mutuelle, qui peut d'un moment à l'autre prendre la forme de conflits plus ou moins violents relatifs aux frontières ou à d'autres questions. Les Hongrois ne peuvent toujours pas accepter la perte de la Transylvanie, les controverses entre la Bulgarie et la Yougoslavie ne sont toujours pas réglées, etc.

- 28 De surcroît, il y a un conflit d'intérêts entre les pays d'Europe centrale liée à la course à la Communauté européenne. Chaque pays entend devoir y arriver le premier : la Pologne, car c'est elle qui a donné l'exemple et a, la première, aboli le communisme ; la Tchécoslovaquie et la Hongrie, car grâce à l'héritage de la monarchie des Habsbourg, elles ont les traditions européennes les plus longues et sont les plus avancées sur le plan de la civilisation.
- 29 Près d'un demi-siècle de « socialisme réel » dans les pays de cette partie du continent les a ainsi éloignés de l'Europe – sans qu'ils se soient pour autant rapprochés les uns des autres, économiquement ou psychologiquement.
- Des identités nationales à élaborer
- 30 Les pays de l'Europe centrale n'ont pas fini d'élaborer leurs propres identités, car les processus de formation des États-nations ne sont pas encore terminés, alors qu'ils se sont achevés dans la majorité des pays de l'Europe occidentale avant la première guerre mondiale. Les nations et les sociétés de ces périphéries de l'Europe ne sont pas sûres de leurs États, qu'elles remettent toujours en question. Il n'y a rien d'étonnant à cela, car jusqu'à la première guerre mondiale, ces pays étaient dominés par des puissances étrangères – la monarchie autrichienne, l'Allemagne et l'Empire russe. L'État était l'instrument d'une domination étrangère et des institutions ennemies, à un degré plus ou moins avancé. La courte durée d'existence de ces États pendant l'entre-deux-guerres n'a pas suffi à créer dans ces pays le sentiment de posséder son propre État. Puis la domination soviétique sur les pays d'Europe centrale a fait revenir le processus d'intégration de l'État et de son acceptation à la situation antérieure à la première guerre mondiale. Le manque de confiance et l'aversion envers l'État, va comme une institution imposée, étrangère et souvent ennemie reste un trait caractéristique des Polonais en particulier, mais aussi des habitants des autres pays de cette région. Les institutions étatiques sont sans cesse contestées et on leur refuse le droit de fournir un cadre à la vie sociale sur un territoire donné. Pour un Français et un Allemand, l'État, c'est une chose évidente. Ils peuvent se plaindre de la bureaucratie, d'une trop grande centralisation ou intervention de l'État, mais hormis les anarchistes qui sont marginaux, personne ne considère que l'institution de la République française ou de la République fédérale d'Allemagne est par principe hostile au citoyen.
- 31 Avant que l'intégration des deux parties de l'Europe ne puisse s'effectuer, les citoyens des pays de l'Europe centrale devront tout d'abord achever d'élaborer leurs propres identités et leur rapport à l'État. C'est seulement quand ils auront accepté leurs propres institutions étatiques que l'on pourra penser à accepter l'intervention d'institutions dont le cadre dépasse la nation dans la vie économique, politique et sociale.
- 32 En Pologne, il existe par exemple une profonde aversion pour la génération du capital étranger qui – indépendamment des difficultés bureaucratiques, de l'inadaptation des lois et des changements constants des règlements – constituera un obstacle important dans la modernisation de l'économie. Cette aversion a été renforcée pendant près d'un demi-siècle par la propagande communiste qui, pour deux générations de Polonais, s'efforça de faire du capital étranger un épouvantail responsable du sous-

développement du pays avant la deuxième guerre mondiale, comme de l'exploitation et de la pauvreté de la classe ouvrière. Elle provient toutefois surtout de la crainte de « l'étranger », de « l'inconnu », capable de mettre en danger un sentiment identitaire faible et instable.

- 33 Dans les pays d'Europe centrale, du fait de l'inachèvement des processus de formation de l'État-nation, il existe ainsi une disposition particulière à la xénophobie et aux idées nationalistes. Si certains pensent que la notion d'État-nation est un anachronisme au sein d'une Europe en train de s'unifier, une telle opinion n'est pas applicable aux pays d'Europe centrale. Bien qu'aucune société ne soit exempte de xénophobie, l'aversion envers les étrangers est toutefois particulièrement forte et universelle dans ces pays. En France, en Angleterre, dans la République fédérale d'Allemagne et dans d'autres pays se pose le problème des travailleurs immigrés et on voit apparaître des vagues de chauvinisme dirigées contre des Algériens, des Turcs, des Noirs, etc. Mais ces comportements sont tempérés par la stabilité du système, par le haut niveau de vie de la population du pays, et elles ont de plus un caractère localisé.
- 34 L'antisémitisme polonais, bien qu'aggravé d'une façon importante par les médias occidentaux, est un fait. Ce phénomène a quand même un caractère très particulier, car on constate l'existence de telles idées dans un pays où il n'y a presque plus de juifs<sup>4</sup> et où seule la génération la plus ancienne se souvient de leur présence avant la deuxième guerre mondiale. Cet antisémitisme constitue l'expression d'une xénophobie généralisée, ainsi que d'une aversion pour chaque personne qui ne partage pas « nos » idées. Il n'y a que « le communiste » qui peut aujourd'hui concurrencer le stéréotype du juif en tant que responsable de tout ce qui va mal. Les milieux qui accusent les Polonais d'antisémitisme ne se rendent généralement pas compte du fait que ces attitudes n'ont aucun rapport avec la réalité sociale. Il serait indispensable d'ajouter que dans la conscience courante des Polonais, les citoyens de l'État d'Israël ne sont pas identifiés avec les juifs et jouissent d'une sympathie générale. On a pu le constater lors de l'opération « Tempête du désert » où, contrairement à plusieurs pays occidentaux, les tendances proaméricaines et pro-israéliennes – et symétriquement anti-arabes – se sont largement manifestées. On peut l'expliquer en partie comme une réaction au soutien apporté aux Arabes par le régime communiste.

Des Europes aux temps différents

- 35 L'Europe est donc toujours divisée économiquement et psychologiquement et les lignes de partage sont l'aboutissement de processus de longue durée, qui séparent un centre riche de périphéries pauvres. Ce partage constitue une sorte de rupture de la continuité de la civilisation : entre les deux parties de l'Europe, il y a une grande différence, tant dans le développement technologique et dans celui de l'infrastructure, que dans l'efficacité des structures organisationnelles ou juridiques. Les hommes qui habitent des deux côtés d'une ligne invisible qui va de Szczecin à Trieste vivent aujourd'hui dans des temps différents. Les différences relatives à la civilisation se reflètent dans la structure sociale et dans les différenciations culturelles qui s'expriment dans la façon de penser, dans des attitudes et des comportements sociaux.
- 36 Certains pays d'Europe centrale – et parmi eux la Pologne au premier chef – tout en exprimant leur volonté de revenir à l'Europe, s'en éloignent en même temps en plongeant dans un fondamentalisme catholique et dans une vague croissante d'intolérance<sup>5</sup>. À la place du rideau de fer, il se crée une toile d'araignée d'incompréhension mutuelle. Il ne semble pas que les divisions existantes puissent se

réduire avant la fin du xx<sup>e</sup> siècle ; tout au contraire, elles vont s'accroître, comme c'est le cas pour la Pologne qui, dans plusieurs domaines, revient plus d'un demi-siècle en arrière.

- 37 L'Europe occidentale aperçoit ces phénomènes et les regarde d'un œil gêné. Elle a – ses intellectuels en particulier – ses propres complexes par rapport à cette autre Europe, ce qui a été caractérisé d'une manière très juste par Danilo Kisz : « *Cet intérêt soudain pour l'Europe centrale n'est pas seulement dû au fait que l'on s'est rendu compte qu'une culture homogène restait dans l'ombre, mais il tire surtout son origine d'une conviction nouvelle à l'Ouest : avec la division manichéenne Est/Ouest, une partie de l'Europe a disparu dans sa totalité, comme dans un brouillard. C'est alors que les intellectuels occidentaux, éclairés par les soleils rouges qui brillent à l'extérieur de la petite Europe, ont compris avec étonnement que cette partie de l'Europe située géographiquement au centre, culturellement à l'ouest et politiquement à l'est (comme dit Kundera) est perdue à jamais.* »<sup>6</sup>
- 38 L'Ouest pourrait quand même être satisfait, le communisme ne fait plus peur en Europe. Mais il y a toujours l'Empire russe, et c'est à cet Empire que le monde occidental s'intéresse vraiment. Quant à l'Europe centrale, il lui reste des paroles d'encouragement et un certain volant d'aide, pour qu'il n'y ait pas de désordre aux périphéries de l'Europe. À dire vrai, les deux parties de l'Europe ne s'occuperont que d'elles-mêmes, comme auparavant, et le dialogue sur les difficultés de l'intégration paneuropéenne se poursuivra toujours au gré des hommes politiques et des experts lors de conférences internationales et de *symposia*, pendant au moins une bonne partie du XXI<sup>e</sup> siècle.

---

## NOTES

1. Conférence prononcée le 23 septembre 1991 à l'Institut de géographie de Paris, dans le cadre du séminaire *Europe* organisé par STRATES.
2. Cf. MORIN Edgar, *Penser l'Europe*, Éditions Wola, Varsovie.
3. La notion de civilisation qui revient à plusieurs reprises dans ce texte est comprise par Bohdan Jolowiecki comme « *très englobante* », comprenant, outre les notions de « *démocratie* », celles de « *liberté* », de « *niveau matériel* » et de « *culture* ». Selon lui, « *l'insatisfaction matérielle des Polonais étant une évidence, elle compte pour beaucoup dans le diagnostic d'une différence de civilisation* ». (NDLR).
4. En Pologne, on ne tenait pas jusqu'ici de statistique relative à la nationalité ou à la religion. Selon les estimations existantes, le nombre de juifs en Pologne varie de quelques milliers à un peu plus de 10 000 – à titre de comparaison, ce nombre s'élèverait en France à plus d'un demi-million. Selon un sondage du Centre gouvernemental de recherches sur l'opinion publique (CBOS) portant sur l'antisémitisme, environ 5 % de la population déclare des attitudes « *extrêmement* » antisémites, 10 % des attitudes « *fortement* » antisémites, 16 % manifestent un antisémitisme « *modéré ou faible* ». (Cf. Polityka, 15, 1991).

5. Le catholicisme devient ainsi peu à peu la religion de l'État, dont la neutralité idéologique et la séparation d'avec l'Église sont de plus en plus remises en question : la religion catholique est à nouveau enseignée dans les écoles publiques, on va bientôt introduire l'interdiction absolue de l'avortement et on a supprimé les cliniques où on effectuait des inséminations *in vitro*, parce qu'elles ne sont pas conformes à la religion. La Pologne sera donc le premier pays européen à condamner les enfants qui naîtront de cette manière. On évoque de plus en plus ouvertement la possibilité d'interdire les divorces. Et ce sont souvent les évêques et les curés qui donnent leur aval, ou même désignent les candidats aux postes à pourvoir dans les institutions gouvernementales ou aux charges de députés, de sénateurs et de conseillers municipaux.
6. Cf. KISZ Danilo, Variations sur des sujets d'Europe centrale, *Res Publica*, I, p. 24.
- 

## RÉSUMÉS

Les lignes de partage qui divisent l'Europe sont l'aboutissement de processus de longue durée, qui séparent des centres riches de périphéries pauvres. Avant que l'intégration de l'Europe ne puisse s'effectuer, les citoyens des pays de l'Europe centrale devront achever d'élaborer leurs propres identités nationales et accepter leurs institutions étatiques. Mais cette intégration est-elle possible dans la mesure où c'est à « l'Empire russe » que le monde occidental s'intéresse vraiment ?

### *Which Europe ?*

In Europe, dividing lines are resulting from long-time processes and are now delimiting a rich centre and poor peripheries. Previous to European integration, Eastern European countries will first have to elaborate their national identities and to cope with their own state institutions. But is such an integration possible as long as the West countries keep being only interested in the destiny of the "Russian empire"?

## INDEX

**Mots-clés** : Intégration européenne, Pologne, pays postcommunistes, géopolitique, nationalisme, formation de l'État, identité nationale, Europe centrale

**Keywords** : European integration, Poland, postcommunist countries, Europe, geopolitics, nationalism, state formation, national identity, Central Europe

## AUTEUR

### BOHDAN JALOWIECKI

Professeur à l'université de Varsovie, il est directeur adjoint de l'Institut européen du développement régional et local de Varsovie. Il exerce des fonctions de conseiller auprès du ministre de l'Administration. Il édite en Pologne des textes en langue française, et a publié des articles dans des ouvrages édités en France (comme *Banlieues*

*d'aujourd'hui*, L'Harmattan, ou *Espaces et travail clandestin*, Solange Montagné-Villette (dir.), Masson).